



Syndicat National  
des Médecins Homéopathes Français

Paris, le 29 avril 2019

## BREVE

### **Le SNMHF renouvelle sa demande d'entretien avec la ministre de la Solidarité et de la Santé, suite à ses propos dans *Paris Match***

Dans l'édition de *Paris Match* du 25 avril 2019, la ministre de la Solidarité et de la Santé, Agnès Buzyn, est interviewée sur les « fake news médicales ». A la question « *Et que penser de l'homéopathie* », la ministre répond par une charge contre notre thérapeutique :

*« Une partie des Français y sont très attachés et ont l'impression sincère que les produits homéopathiques sont efficaces. Pour autant, à ce jour, aucune étude n'a permis d'établir une preuve scientifique de leur efficacité thérapeutique, qui serait plutôt de type placebo. On peut se poser la question de l'intérêt pour la santé publique qu'auraient certains malades à se soigner par effet placebo, sans avoir excessivement recours aux médicaments... Mais on peut aussi s'interroger : si les produits homéopathiques ne sont pas nocifs en eux-mêmes, détourner les patients de la médecine réellement efficace en donnant une forme de légitimité à des thérapies qui ne produisent aucun effet scientifiquement prouvé est une pente dangereuse. L'homéopathie en France doit-elle toujours être remboursée ? Le problème est qu'elle n'a jamais été évaluée avec la même rigueur que les médicaments avant sa mise sur le marché. J'ai donc demandé à ce qu'elle le soit scientifiquement : si elle est utile, elle restera remboursée, sinon elle ne le sera plus. »*

Cette réponse reprend sans nuance les arguments caricaturaux des organisations qui ont orchestré la lutte contre l'homéopathie. De plus, la ministre tient ces propos alors qu'elle a elle-même chargée la Haute Autorité de Santé d'une évaluation de l'homéopathie. Elle ne respecte donc ni réserve ni impartialité pendant la conduite de cette évaluation, dont les résultats sont annoncés pour mi-mai.

Nous avons réagi par une lettre adressée à la ministre, lui demandant un rendez-vous, ainsi que par un communiqué de presse qui dénonce sa prise de position partielle et rappelle que jusqu'à ce jour, Agnès Buzyn n'a jamais accepté de nous recevoir.